



Château de Chantilly

INSTITUT DE FRANCE

Concession de service pour l'exploitation de mobilité touristique et de loisirs au sein du parc du château du Domaine de Chantilly

Règlement de la consultation

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES
10 SEPTEMBRE 2025 – 12H (heure de Paris)**

SOMMAIRE

1	PRESENTATION DE LA CONSULTATION.....	2
1.1	OBJET DE LA CONSULTATION	2
1.2	AUTORITE CONCEDANTE	2
1.3	ALLOTISSEMENT.....	2
1.4	DUREE DES CONTRATS DE CONCESSION.....	3
1.5	FONDEMENT DE LA PROCEDURE	3
1.6	ESTIMATION DE LA VALEUR DES CONCESSIONS.....	3
2	DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	4
2.1	CALENDRIER DE LA CONSULTATION	4
2.2	VISITE DU SITE.....	4
2.3	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.4	VARIANTES ET PRESENTATION SUPPLEMENTAIRE ÉVENTUELLE (PSE).....	5
3	DOSSIER DE LA CONSULTATION	5
3.1	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)	5
3.2	MODALITES DE TELECHARGEMENT DU (DCE).....	6
4	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
4.1	ÉLÉMENTS DE LA CANDIDATURE.....	6
4.2	ÉLÉMENTS DE L'OFFRE	8
5	CONDITIONS DE REMISE DES PLIS	8
5.1	GESTION DES HORS DELAIS	9
5.2	COPIE DE SAUVEGARDE.....	9
6	RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	9
7	SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....	10
7.1	CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES.....	10
7.2	CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES.....	10
8	NEGOCIATIONS	11
9	FINALISATION DE LA PROCÉDURE.....	12
9.1	INFORMATION DES CANDIDATS NON RETENUS	12
9.2	MISE AU POINT DU CONTRAT DE CONCESSION	12
9.3	SIGNATURE ET NOTIFICATION DU CONTRAT	12
9.4	FACULTE DE RENONCIATION A LA CONSULTATION	12
10	PROCEDURE DE RECOURS	12
11	ATTESTATION DE VISITE*	14

1 PRESENTATION DE LA CONSULTATION

1.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet l'attribution de deux contrats de concession pour l'exploitation des services de mobilité et de loisirs au sein du parc du Domaine de Chantilly.

Les contrats portent sur l'exploitation des services, la mise en place des équipements et leur maintenance ainsi que le pilotage de la billetterie et la participation active au développement touristique et commercial du Domaine de Chantilly.

1.2 Autorité concédante

Domaine de Chantilly (Fondation d'Aumale)
N° Siret : 180 044 042 00166
Située 17, rue du Connétable - 60500 Chantilly
Représentée par Madame Anne Miller, administratrice

1.3 Allotissement

La présente consultation est organisée sous la forme d'un allotissement permettant la mise en concurrence distincte de deux contrats de concession de service portant sur l'exploitation de mobilités de loisir au sein du Domaine de Chantilly.

Elle comprend les deux lots suivants :

- Lot 1 : Exploitation d'un petit train touristique au sein du parc du Domaine de Chantilly ;
- Lot 2 : Exploitation de mobilités douces et de loisirs.

Les candidats sont libres de présenter une offre pour un seul lot ou pour les deux lots.

Il est précisé que les lots feront l'objet d'une analyse distincte et que chacun pourra être attribué à un opérateur différent ou à un même opérateur, selon les résultats de l'analyse des offres. En aucun cas, la présentation d'une offre sur les deux lots ne conditionne leur attribution conjointe.

Le Concédant se réserve ainsi la faculté :

- d'attribuer un ou les deux lots à un même opérateur si ses offres sont jugées les plus avantageuses ;
- ou de retenir des opérateurs différents, si cela apparaît conforme à l'intérêt général et à la cohérence du site.

1.4 Durée des contrats de concession

Les deux contrats de concession faisant l'objet de la présente consultation sont conclus pour une durée ferme de cinq (5) ans.

Cette durée court à compter de la date d'entrée en vigueur fixée contractuellement, soit le 1er janvier 2026, sous réserve de la notification régulière des contrats et de la levée des éventuelles conditions préalables.

Aucune période de reconduction tacite ou expresse n'est prévue à l'issue de cette durée. Toute éventuelle prolongation fera l'objet, si nécessaire, d'une procédure distincte dans les conditions prévues par le Code de la commande publique.

1.5 Fondement de la procédure

La présente procédure est conduite conformément aux dispositions du Code de la commande publique, et notamment de sa troisième partie relative aux contrats de concession, ainsi qu'aux principes constitutionnels et européens de la commande publique.

Elle respecte en particulier les principes fondamentaux suivants :

- liberté d'accès à la commande publique ;
- égalité de traitement des candidats ;
- transparence des procédures.

Les deux contrats à conclure sont des concessions de service au sens des articles L. 1121-1 et suivants et L. 3111-1 et suivants du Code de la commande publique.

La procédure retenue est une procédure adaptée avec mise en concurrence, respectant les seuils de publicité et de mise en concurrence prévus à l'article R. 3121-1 et suivants du Code de la commande publique.

1.6 Estimation de la valeur des concessions

Conformément aux dispositions des articles R. 3121-1 et R. 3121-2 du Code de la commande publique, l'estimation de la valeur des contrats de concession est établie sur la base du chiffre d'affaires prévisionnel généré par l'exploitation du service, sur la durée totale du contrat, toutes recettes confondues, hors taxes.

Les montants présentés ci-dessous sont indicatifs. Ils ne constituent en aucun cas un engagement contractuel de chiffre d'affaires garanti, ni un seuil minimal ou maximal de revenu attendu pour le Concessionnaire.

Lot	Intitulé du contrat	Montant annuel estimé (HT)	Montant total estimé sur 5 ans (HT)
1	Concession de service pour l'exploitation du petit train touristique	120 000 euros	600 000 euros
2	Concession de service pour l'exploitation des mobilités de loisirs	120 000 euros	600 000 euros

2 DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

2.1 Calendrier de la consultation

La procédure de passation des deux contrats de concession suit le calendrier indicatif ci-dessous. Les candidats sont invités à respecter strictement les délais fixés. Le calendrier pourra faire l'objet d'ajustements, sous réserve d'une information préalable et simultanée de l'ensemble des candidats.

Étape de la consultation	Dates
Visite du site	Jusqu'au 18 juillet 2025 inclus
Date limite de réception des question	30 juillet 2025 à 17h (heure de Paris)
Date limite de remise des offres	10 septembre 2025 à 12h (heure de Paris)
Date des négociations envisagées avec les meilleures offres	Semaine 41

2.2 Visite du site

Une visite du site est obligatoire pour pouvoir soumissionner à la présente consultation. Elle a pour objectif de permettre aux candidats d'appréhender les contraintes techniques, fonctionnelles et patrimoniales propres au Domaine de Chantilly, et de formuler une offre pleinement éclairée.

Les candidats doivent adresser leur demande de rendez-vous, en proposant trois créneaux de visite via la plateforme des marchés publics à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>,

L'acheteur se réserve la possibilité de confirmer l'un des créneaux proposés, ou, le cas échéant, de proposer un autre créneau selon les disponibilités du Domaine.

Une attestation de visite sera remise au candidat à l'issue de la visite. Cette attestation devra obligatoirement être jointe au dossier de candidature. Toute candidature transmise sans cette attestation sera déclarée irrecevable.

Les visites des lieux ne pourront avoir lieu que durant la période comprise entre la date de publication de l'appel d'offres et la date limite mentionnée à l'article 2.1 du présent règlement de consultation.

2.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres finales.

2.4 Variantes et Présentation Supplémentaire Éventuelle (PSE)

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de la présente consultation, pour aucun des deux lots.

Deux prestations supplémentaires éventuelles (PSE) est demandées pour le seul lot 2.

PSE n°1 : Système de délimitation numérique

Cette PSE consiste en la fourniture et la mise en œuvre d'un système de délimitation numérique du parcours des voiturettes électriques, permettant, par géolocalisation, de restreindre leur circulation à certaines zones du Domaine, et de déclencher un blocage automatique ou progressif du véhicule en cas de franchissement de ces limites.

Les candidats sont invités à :

- chiffrer cette prestation distinctement dans leur offre financière (CEP n°2) ;
- fournir un descriptif technique du dispositif proposé (technologie, fonctionnement, maintenance, sécurité, modalités de paramétrage) ;
- indiquer les conditions de mise en œuvre et d'intégration dans l'exploitation.

Le Concédant se réserve le droit de retenir ou non cette PSE lors de l'attribution finale, sans que cela ne conditionne l'éligibilité de l'offre principale.

PSE n°2 : Reconstruction du ponton d'embarquement

Cette PSE consiste en la prestation de démolition du ponton existant et la reconstruction d'un nouveau ponton conforme aux normes de sécurité. La prestation comprendra également la maintenance de l'équipement pendant toute la durée de la concession.

Les candidats sont invités à :

- chiffrer cette prestation distinctement dans leur offre financière (CEP n°3) ;
- fournir un descriptif architectural et technique du ponton proposé ;
- fournir un calendrier de réalisation ;
- indiquer les conditions de maintenance de l'équipement pendant la durée de la concession.

Le Concédant se réserve le droit de retenir ou non cette PSE lors de l'attribution finale, sans que cela ne conditionne l'éligibilité de l'offre principale.

3 DOSSIER DE LA CONSULTATION

3.1 Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- Les projets de contrat et ses annexes notamment financières ;
- Les plans des jardins ;
- La charte graphique du château de Chantilly ;
- Le règlement de visite du Domaine ;
- L'attestation de visite sur site.

L'autorité concédante se réserve le droit d'apporter, jusqu'au 30 août 2025 des ajustements de détail au contenu du DCE. Les candidats sont tenus de répondre sur la base du dossier ainsi modifié, sans pouvoir émettre de réclamation à ce titre.

3.2 Modalités de téléchargement du (DCE)

L'acheteur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Les candidats pourront télécharger les documents dématérialisés du dossier de consultation, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le site internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Un guide d'utilisation à destination des entreprises est disponible sur le site dans l'onglet «aide».

En cas de difficultés, il est possible de contacter le support « clients » directement sur la plateforme

4 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres des soumissionnaires seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros.

Si les candidatures et les offres des soumissionnaires sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans le pli.

Chaque soumissionnaire aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui.

4.1 Éléments de la candidature

- Lettre de candidature modèle DC1 disponible sur www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat ;
- Pouvoir de la ou les personnes habilitées à engager la société ou le groupement ;
- Pour les personnes physiques ou morales ayant commencé leur activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalité des entreprises ;
- Attestations sur l'honneur justifiant que le candidat est en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales ;
- Déclaration sur l'honneur attestant que le candidat :

- N'a pas fait l'objet au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1, L. 8221-2, L. 8221-3 à L. 8221-5, L. 8251-1 et L. 8256-2 et suivants, L. 8231-1, L. 8234-1 et suivants, L. 8241-1, L. 8241-2, L. 8243-1 et L. 8243-2 du Code du travail ou des infractions de même nature dans un autre état de l'Union Européenne ;
- N'est pas en liquidation judiciaire et si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet ;
- Ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de concourir à la présente consultation, ou d'une interdiction équivalente pour un candidat étranger ;
- Documents attestant du respect des articles L. 5212-1 à L. 5212-5 du Code du travail relatifs à l'emploi des travailleurs handicapés, des mutilés de guerre et assimilés : le candidat, s'il est assujéti à l'obligation définie aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du Code du travail adressera l'attestation de souscription au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a eu lieu le lancement de la consultation, de la déclaration visée à l'article L. 5212-5 du même code, ou s'il en est redevable, une attestation de versement de la contribution visée aux articles L. 5212-9 à L. 5212-11 du Code du travail ;
- Attestations d'assurances, notamment en ce qui concerne les assurances couvrant les responsabilités civile et professionnelle (*précisant le niveau de couverture en euros*) dont disposent le candidat ou chaque membre du groupement.
- Déclaration du candidat obligatoirement signée et renseignée dans toutes ses rubriques. A cet effet, l'imprimé DC2 est recommandé (*téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat*) comprenant notamment les renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles techniques et financières de l'entreprise ;
- Si l'entreprise est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet ;
- Bilans, comptes de résultat et annexes certifiés ou documents équivalents sur les trois dernières années pour lesquelles l'établissement de ces documents est obligatoire en vertu de la loi. Si le candidat est une société filiale, les éléments financiers (*bilans, comptes de résultats et annexes certifiés*) et l'extrait Kbis devront être fournis par la maison-mère ;
- Si l'opérateur économique est une société filiale, la convention de gestion avec la société-mère devra être transmise (*et notamment les détails de calcul des frais de structure refacturés à la filiale*) ;
- Schéma de l'actionnariat de la société candidate, et le cas échéant, solidité financière de ses gérants ;
- Un mémoire présentant l'opérateur économique, son savoir-faire en matière d'exploitation du service en rapport avec l'objet de la concession ;
- Un mémoire présentant les renseignements relatifs à la nature de l'activité, qualifications professionnelles, moyens techniques et humains dont l'opérateur économique dispose pour assurer la continuité du service ;
- Les références acquises en matière d'exploitation et de gestion de services comparables au service concédé ou toute autre référence pertinente, au cours des 5 dernières années, en indiquant le montant des prestations exécutées, le lieu et l'époque d'exécution. Si l'opérateur économique gère actuellement des prestations similaires à celles de l'objet du concédant : leur localisation et les caractéristiques principales de son activité. L'opérateur économique pourra produire des certificats de capacités ou attestations de bonne exécution.
- L'attestation de visite signée des services de l'autorité concédante.

4.2 Éléments de l'offre

L'offre du soumissionnaire devra comporter les éléments suivants, aucun formalisme n'est imposé au soumissionnaire, ce dernier doit cependant respecter les éléments demandés, dans l'ordre exigé, et avec une réponse personnalisée à la présente consultation.

1. Le projet de contrat accompagné d'une note juridique sur les éléments non substantielle dont le soumissionnaire souhaite apporter une modification ;
2. Le Compte d'Exploitation Prévisionnel complété conformément à la prestation que le soumissionnaire propose de mettre en place (à déposer en format Excel) ;
3. La grille tarifaire que le candidat propose d'appliquer ;
4. Un mémoire technique reprenant dans l'ordre les éléments suivants :
 - Présentation du candidat ou du groupement (maximum 5 pages)
 - Présentation du projet d'exploitation du service dont les équipements, les investissements et le calendrier (maximum 20 pages)
 - Présentation des moyens humains mis en œuvre pour exploiter le service (maximum 5 pages)
 - Présentation des moyens mis en œuvre pour assurer une collaboration commerciale et touristique avec les services du Domaine (maximum 5 pages)
 - Présentation de la gestion et du pilotage du contrat de concession avec les services du Domaine (maximum 5 pages)
5. Un mémoire présentant les actions en matière de développement durable et de politique RSE qui seront mises en place dans le cadre du présent contrat (maximum 5 pages)

Les candidats peuvent compléter ces éléments d'autres documents, cependant uniquement ceux listés précédemment seront pris en considération pour l'analyse des offres.

5 CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

La transmission des candidatures et des offres par voie « papier » n'est pas autorisée sous peine de rejet du pli.

Les plis seront transmis exclusivement par voie électronique au moyen de la plateforme d'achat (www.marches-publics.gouv.fr)

Les plis dématérialisés doivent impérativement être déposés sur la plateforme de dématérialisation avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement de la consultation.

Anti-virus :

Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant pas été reçu, le candidat sera averti.

Dans ce cas, il sera procédé à l'ouverture de la copie de sauvegarde parallèlement transmise par le candidat.

5.1 Gestion des hors délais

Les candidats sont informés que les délais de chargement peuvent être longs. Ils sont invités à prendre connaissance des prérequis de la plateforme en amont de la remise des candidatures.

Par ailleurs, il est conseillé de bien anticiper le téléchargement des candidatures sur la plateforme. Le téléchargement doit être achevé à l'expiration du délai de remise des candidatures. A défaut, les candidatures seront considérées par la plateforme comme hors délais.

A titre indicatif, le temps d'acheminement d'une réponse avec un débit moyen de 128Kbs est de 1 minute par Mo de réponse.

Le temps d'acheminement correspond au délai de chiffrement et de transmission du pli compris entre la validation finale par la société du formulaire de réponse de la consultation et la confirmation du dépôt de la réponse.

Les candidats doivent constituer et déposer leur pli électronique, sous forme de dossiers dont le contenu est précisé dans le présent règlement.

La signature électronique n'est pas exigée.

5.2 Copie de sauvegarde

Conformément à l'arrêté du 14 septembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, les candidats, qui auront remis leur dossier par voie électronique, ont la possibilité d'envoyer une copie de sauvegarde établie sur support physique électronique ou sur support papier. La mention « copie de sauvegarde » devra être portée sur l'enveloppe d'expédition. Elle devra parvenir au Domaine de Chantilly dans le délai prescrit pour le dépôt des plis.

L'envoi sera adressé par courrier recommandé avec accusé de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse suivante :

Domaine de Chantilly – Fondation d'Aumale
Service Commande publique
17 rue du Connétable
60500 CHANTILLY

Ce dispositif a vocation, notamment, à préserver la candidature et/ou l'offre du candidat en cas de dépôt d'un document dans lequel est détecté un virus informatique.

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les conditions définies dans l'arrêté du 14 décembre 2009, relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, et sous réserve qu'elle soit parvenue avant la date limite de remise des candidatures.

6 RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les candidats peuvent solliciter des renseignements complémentaires relatifs au contenu du dossier de consultation en adressant leurs questions exclusivement via le profil d'acheteur mentionné dans l'avis de publicité.

Les questions doivent être transmises au plus tard avant la date limite indiquée à l'article 2 du présent règlement de consultation.

Les réponses apportées par l'autorité concédante seront publiées au plus tard huit (8) jours calendaires avant la date limite de remise des offres, et mises à disposition de l'ensemble des opérateurs économiques ayant téléchargé le dossier après identification ou l'ayant expressément retiré.

Les réponses, précisions ou compléments apportés à cette occasion ont valeur contractuelle : ils constituent des éléments du dossier de consultation, auxquels les candidats doivent se référer pour élaborer leur offre. Il leur appartient de s'assurer de la prise en compte de l'ensemble des éléments diffusés dans ce cadre.

7 SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

7.1 Critères de sélection des candidatures

Les candidatures seront examinées par le pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions du Code de la commande publique, et notamment de ses articles L. 3123-1 à L. 3123-3 et R. 3123-1 à R. 3123-8.

L'examen des candidatures portera exclusivement sur les capacités et garanties des opérateurs économiques, à l'exclusion de toute appréciation de leur offre à ce stade.

Les critères d'appréciation des candidatures sont les suivants :

- Garantie financière : solidité économique, niveau de ressources propres, capacité à financer les investissements et à faire face aux risques liés à l'exploitation du service ;
- Capacité professionnelle et technique : références similaires, expérience en matière de services de mobilité touristique ou d'accueil du public, organisation prévue pour l'exploitation des services concernés ;
- Respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, conformément à l'article L. 5212-1 et suivants du Code du travail, si applicable ;
- Aptitude à assurer la continuité du service et la qualité de la relation avec les usagers.

En cas de dossier incomplet ou comportant des pièces absentes, le pouvoir adjudicateur pourra, dans le respect du principe d'égalité de traitement :

- inviter l'ensemble des candidats concernés à régulariser leur dossier dans un délai maximal de six (6) jours calendaires à compter de l'envoi d'une demande formelle par courrier électronique ;
- rejeter la candidature en l'absence de régularisation dans le délai imparti.

7.2 Critères de jugement des offres

L'offre retenue sera celle étant considéré comme économiquement la plus avantageuse, en fonction des critères énoncés ci-dessous :

Critères de jugement	Nombre de points
Pertinence du projet d'exploitation du service et qualité des équipements	15
Adéquation et qualification des moyens humains mis en œuvre pour exploiter le service	15
Pertinence et vision de la collaboration commerciale et marketing avec les services du Domaine	10
Pertinence et vision de la collaboration du pilotage du contrat avec les services du Domaine	5
Part financière de la redevance reversée au domaine chaque année <i>Ce critère sera jugé selon la méthode de l'offre la mieux disante. L'offre la plus avantageuse financièrement, c'est-à-dire l'offre proposant la redevance sur la durée du contrat la plus élevée (conformément au CEP) se verra attribuer la note maximale, les autres seront notées proportionnellement selon la formule suivante :</i> <i>Notre de l'offre du candidat analysé = Note maximale x (Redevance de l'offre analysée / redevance la plus élevée).</i> <i>La redevance de l'offre analysée correspond à la somme de la proposition de redevance fixe + la proposition de redevance variable</i>	40
Pertinence et cohérence du compte d'exploitation prévisionnel (réalisme du chiffre d'affaires et des charges, gestion des investissements, projection pluriannuelle ...)	10
Pertinence des actions mises en œuvre sur le site concernant le développement durable et la politique RSE	5
TOTAL	100

8 NEGOCIATIONS

Conformément aux dispositions de l'article L. 3124-2 du Code de la commande publique, l'autorité concédante se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation avec les candidats ayant présenté les meilleures offres, à l'issue d'une première analyse.

Avant toute phase de négociation, les offres inappropriées, au sens de l'article L. 3124-4 dudit Code, seront écartées.

La négociation pourra être engagée avec un maximum de trois (3) candidats, sur la base des meilleures offres reçues au regard des critères de sélection définis dans le présent règlement.

Cette négociation pourra porter sur tout ou partie des éléments de l'offre que ce soit sur la partie technique et/ou financière.

Les échanges se dérouleront par tout moyen garantissant la traçabilité écrite, dans le respect du principe d'égalité de traitement.

La décision d'attribution interviendra à l'issue de cette phase, selon la procédure définie et dans le respect du classement des offres au regard des critères de sélection.

9 FINALISATION DE LA PROCÉDURE

9.1 Information des candidats non retenus

Les candidats dont l'offre n'a pas été retenue seront informés par l'autorité concédante de la décision d'attribution. Ils pourront, s'ils en font la demande écrite, obtenir les motifs du rejet de leur candidature ou de leur offre, dans les conditions prévues à l'article R. 2181-1 du Code de la commande publique.

9.2 Mise au point du contrat de concession

À l'issue de la phase d'attribution, une phase de mise au point du contrat pourra être engagée avec le candidat retenu. Cette étape vise à finaliser les éléments techniques et juridiques du contrat, sans que cela ne puisse conduire à une modification substantielle de l'offre présentée ni à une remise en cause des conditions initialement prévues par la consultation.

9.3 Signature et notification du contrat

Le contrat de concession sera signé par les parties et notifié au concessionnaire retenu avant tout début d'exécution. Dans un délai maximal de quarante-huit jours à compter de la notification, l'autorité concédante procédera à la publication de l'avis d'attribution sur les mêmes supports que ceux utilisés pour la publicité de la consultation.

9.4 Faculté de renonciation à la consultation

L'autorité concédante se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation pour des motifs d'intérêt général, et ce à tout moment jusqu'à la signature du contrat. En pareil cas, les candidats en seront informés. Aucune indemnité ne pourra être réclamée par les opérateurs économiques, quelle que soit l'étape atteinte de la procédure.

10 PROCEDURE DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal Administratif d'Amiens :

Tribunal administratif d'Amiens

14 rue Lemerchier 80011 AMIENS CEDEX 01

Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Site Internet : <http://amiens.tribunal-administratif.fr/>

Précisions concernant les délais d'introduction des recours :

- Conformément aux dispositions des articles L. 551-1 et R. 551-1 du Code de Justice Administrative, avant la conclusion du contrat ;



- Conformément aux dispositions des articles L. 551-13 et R. 551-7 du Code de Justice administrative, après la conclusion du contrat ;
- Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du Code de Justice Administrative dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision d'attribution ou de rejet ;
- Conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat, 16 juillet 2007 « Société Tropic Travaux signalisation », tout candidat évincé peut former un recours en pleine juridiction, tendant à la contestation de la validité du contrat, dans un délai de deux mois à compter de la publicité annonçant la conclusion du marché. Ce recours pourra, le cas échéant, être assorti d'une demande de référé-suspension (*article L. 521-1 du Code de justice administrative*).

Une fois exécutoire, le contrat pourra être consulté par toute personne qui en fera la demande expresse, auprès du concédant (*dans les limites fixées par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 relative notamment à la communication des documents administratifs*).

11 ATTESTATION DE VISITE*

Concession de service pour l'exploitation de mobilité touristique et de loisirs au sein du parc du château du Domaine de Chantilly

J'atteste que M..... représentant la société
a effectué la visite obligatoire du site.

Signature et nom et qualité
du représentant du Maître d'Ouvrage

(*) document à remettre rempli selon l'article 4.1 du présent règlement de consultation